



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie ¹

Centrafrique... la dérive singulière / Honki de Sassara
éd. l'Harmattan, 2014
cote : 60.526

Dans cet ouvrage, Honki de Sassara qui signe de son prénom centrafricain associé à Sassara, nom de son village natal, à l'ouest de Bossangoa en Centrafrique, fait le bilan de l'histoire de la dérive de son pays jusqu'au désastre actuel, à la lumière de ses souvenirs personnels. A noter une erreur, Bangui a été fondée en 1889 par Uzac et Dolisie et non en 1886 par Emile Gentil.

L'auteur présente la diversité des ethnies centrafricaines. Il les caractérise sans fard au risque de s'attirer des inimitiés : le Baya est « *athlétique ... facilement téméraire* », le Mandja « *rarement digne de confiance* », le Banda « *affabulateur et ... couard* » ; « *à l'est, les Zandés organisent des bacchanales nocturnes où l'amour est déclaré libre* » ; au sud-ouest, « *les Mbatî et les Gbaka ... exploitent de façon inhumaine les Pygmées ...* ».

S'interrogeant sur le retard pris malheureusement par son pays enclavé, géographiquement isolé : « *Toute la zone fut oubliée du monde extérieur ...* », écrit-il et il déclare : la colonisation française « *n'a rien construit ...* ». « *A l'Indépendance, même les archives de ces pays ont été transférées en France ...* ». Certes. Néanmoins, ces archives de souveraineté, conservées à Aix-en-Provence, demeurent accessibles, surtout après numérisation.

La République centrafricaine fut proclamée le 1^{er} décembre 1958 par Barthélémy Boganda, alors président du Grand conseil de l'AEF. Hélas, celui-ci fut victime ainsi que l'équipage français, d'un accident d'avion, le 29 mars 1959, entre Berberati (et non Nola où il n'y avait pas d'aéroport) et Bangui. On sait, dit l'auteur, qu'en Afrique centrale, « *il y a derrière tout décès, la main de quelqu'un comme cause de la mort de la victime* » ; ainsi qualifie-t-il cet accident de « *crime abominable* » de la France, en dépit du rapport d'enquête officiel (repris par J. Serre, p.89-93 in to. XI, Hommes et Destins, ASOM, l'Harmattan, 2011) concluant à un accident aérien.

B. Boganda fut le seul Centrafricain formé politiquement en tant que député près de quinze ans à la Chambre française. Celui-ci disparu, vont se succéder des Présidents qui donnent matière à l'auteur pour broser, sans concessions, une galerie de portraits présidentiels, où se relaient « *la scoumoune, l'inexpérience, la médiocrité ... Ces dirigeants ... se sont comportés comme des escrocs politiques* ». Abel Goumba fut écarté au profit de David



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

Dacko, « *le moins expérimenté* », Jean-Bedel Bokassa incarna « *le délire napoléonien et la mégalomanie sanguinaire* », « *impulsif, imprévisible et brutal, capitaine autoproclamé maréchal puis empereur* ».

L'opération Barracuda ramena D. Dacko au pouvoir qui le transmit – par « *une révolution de palais* » de V. Giscard d'Estaing, selon l'auteur, mais, en septembre 1981, le Président François Mitterrand l'avait déjà remplacé – au « *Général d'armée* » André Kolingba : « *Le roi fainéant promeut le tribalisme* ». Son tombeur fut Ange-Félix Patassé, « *cheval de retour, vieux briscard rompu à toutes les combines financières et combinaisons politiques* ». Il est décrit comme « *un cadre de haut niveau technique, ingénieur d'agriculture formé à bonne école en France* », alors que son titre d'ingénieur était usurpé, comme ses affabulations de soi-disant chercheur (cf. p.134). Ses deux mandats inachevés furent « *un pitoyable gâchis* ». Il est vrai qu'il ne fut pas aidé par les cadres Yakomas de l'armée, restés fidèles à Kolingba. Face aux mutineries, Patassé fit appel au Zaïrois Jean-Pierre Bemba et à ses milices de Banyamulengués, « *des hordes de génocidaires rwandais* », qui pillèrent et saccagèrent Bangui. « *L'insécurité gagna tout le pays* ».

Il s'ensuivit, le 15 mars 2003, la prise du pouvoir par un ancien aide de camp de Bokassa, nommé lui aussi Général, François Bozizé, avec l'appui de combattants tchadiens, « *Zakawas (ou Zagaouas de l'Est tchadien du Président Idriss Deby), une tribu connue de sinistre réputation ...* ». « *A tous, (Bozizé) apparaît timide, introverti, taciturne, ombrageux et d'une rancune tenace ... Il laissera évoluer les choses jusqu'à leur total pourrissement ...* ». Ainsi sont dressés « *des check points, non pas de contrôle de sécurité mais pour extorquer de l'argent ... activité lucrative* ». Le pays subit « *les méfaits de l'incurie à la fois de ses dirigeants nationaux et des politiques des pays voisins. Des fiefs rebelles se constituent* » : dans le sud-est, la LRA de « *Joseph Koni, une immonde crapule ougandaise* » avec ses enfants-soldats criminels ; le nord-ouest est écumé par Baba Ladé, un ancien gendarme tchadien poursuivi par les foudres d'Idriss Deby.

Afin de conjurer son amertume d'ancien ministre, l'auteur joue sur les mots pour ramasser dans une formulation ironique, son jugement, sévère, sur Bozizé : « *L'intérim en cdi sans état ni Etat d'âme ... Il installe son régime dans la durée mais la gestion dans la médiocrité* ».

Enfin, en mars 2003, Djotodia, consul centrafricain au Darfour, avec l'aide de « *vieilles crapules darfouris et sud-soudanaises* », descend du nord-est. Au lieu de libérateurs, ce sont « *des pilleurs, des violeurs, des tueurs* » qui exercent leurs déprédations, tandis que l'armée se débande une nouvelle fois. Djotodia s'autoproclame Président pendant que l'on pille « *les entreprises, les marchés, les maisons de commerce ou de particuliers* », mais aussi « *les édifices publics, les archives, les registres des naissances* » (ou les registres électoraux !).

Le tableau brossé par Honki de Sassara de ces diverses Présidences est aussi réaliste qu'affligeant.



Académie des sciences d'outre-mer

L'ouvrage, bien écrit, se lit aisément en dépit des nombreux anglicismes d'un ancien haut fonctionnaire Onusien. L'auteur n'est pas tendre lorsqu'il relate la descente aux enfers de son pays. Il en analyse les prémices historiques, les incompréhensions et les erreurs, le jeu des ambitions et la mal gouvernance, devenue pour ainsi dire institutionnelle. Peut-être pourrait-on regretter qu'en tant qu'ancien ministre, il n'ait fait part ni de sa propre expérience ni des freins à sa volonté d'action. Il est malheureusement exact qu'« *à l'Indépendance, la colonisation avait passé la main à une majorité de cadres moyens issu de l'enseignement primaire* ». Des cadres supérieurs ont été formés, la plupart ont dû s'expatrier. Tout de même, parmi eux, certains furent Premiers Ministres, citons : Jean-Pierre Lebouder, Jean-Luc Mandaba, Jean-Paul Ngoupandé ... Qu'ont-ils pu faire face à l'omnipotence présidentielle ?

Enfin, cet ouvrage traite de la politique mais pratiquement pas de l'économie. L'auteur souhaite simplement la mécanisation des méthodes culturelles alors que tous les essais de culture attelée ont échoué. Il n'existe plus de stations de recherche, pas plus que d'usines ou de cultures d'exportation (coton, café, tabac). Si le diamant continue à être exploité sans toujours être déclaré, il n'en est pas de même du pétrole et de l'uranium dont l'extraction, dans le contexte actuel, ne peut être envisagée. Quand l'insécurité sera maîtrisée, le futur gouvernement aura fort à faire pour remettre le pays sur ses rails. Pourtant son importance stratégique reste grande. Puissent les élections amener au pouvoir les cadres compétents, honnêtes et dévoués dont le pays a le plus grand besoin.

Yves Boulvert